

# LA CRISE DES INÉGALITÉS EN AFRIQUE DE L'OUEST

Lutter contre  
l'austérité et la  
pandémie

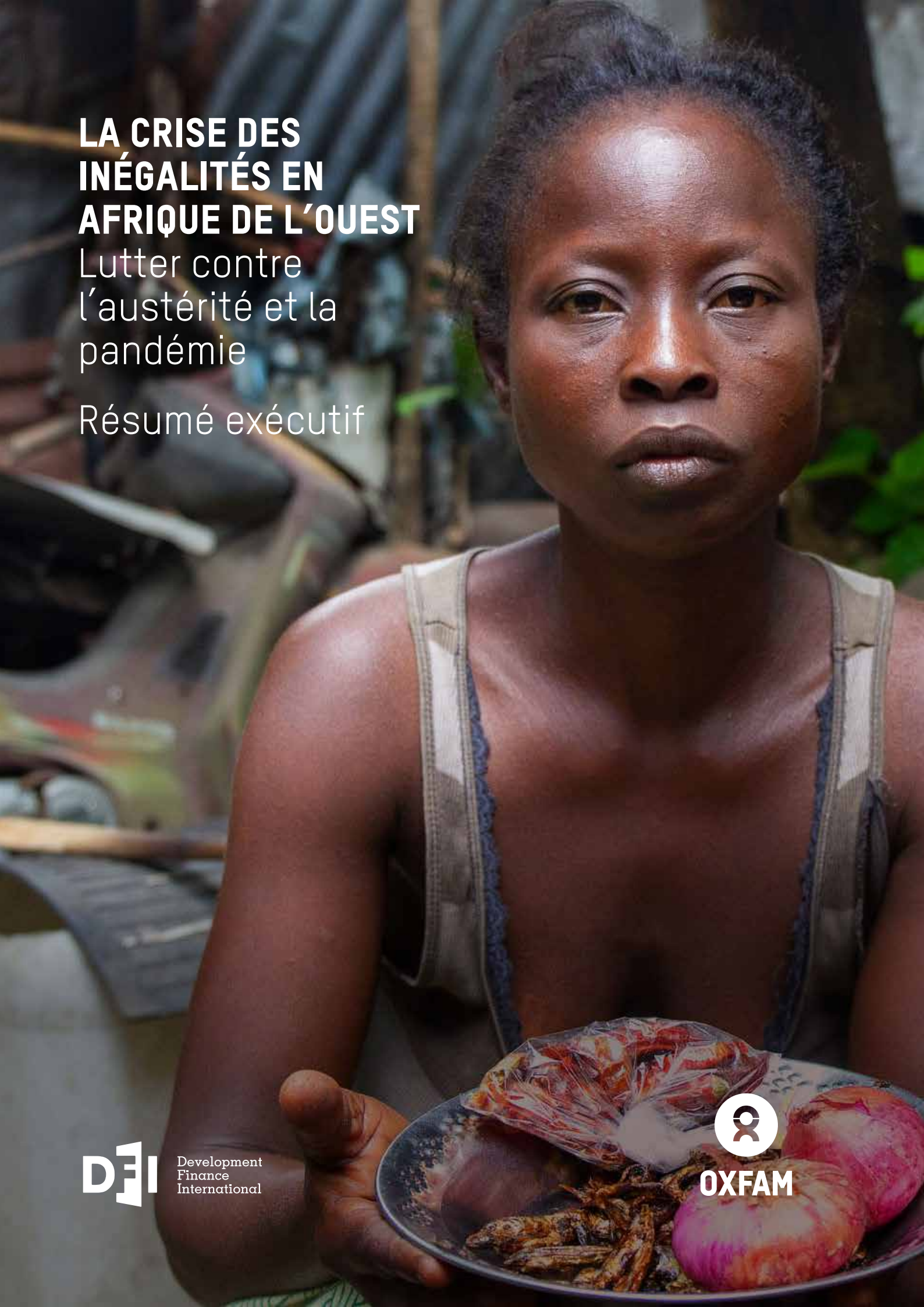
Résumé exécutif



Development  
Finance  
International



OXFAM

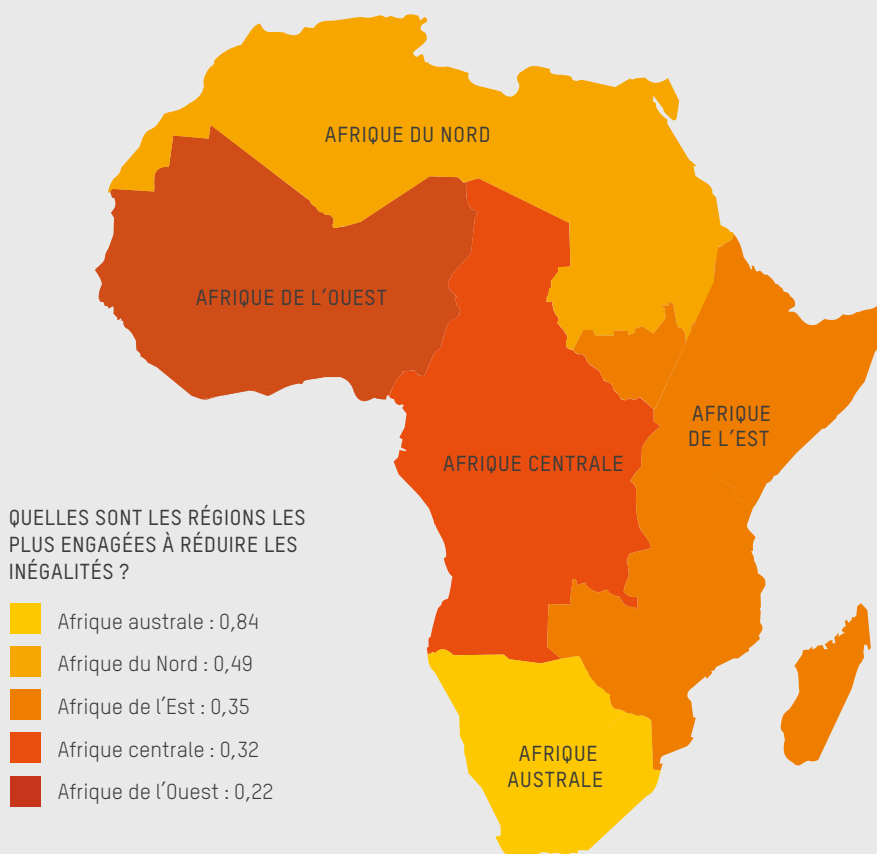


## RÉSUMÉ EXÉCUTIF

En 2019, Oxfam a affirmé que les gouvernements d'Afrique de l'Ouest étaient les moins engagés à réduire les inégalités sur le continent, malgré des niveaux critiques d'inégalités<sup>1</sup>. En 2021, en utilisant le cadre de l'Indice de l'engagement à la réduction des inégalités conçu par Oxfam et Development Finance International (DFI), nous avons constaté que le/la citoyen·ne ouest-africain·ne vit toujours sous l'un des gouvernements les moins engagés dans la lutte contre les inégalités en Afrique.

L'indice prend en compte les dépenses publiques, l'imposition progressive, la protection des travailleurs et travailleuses, les politiques de soutien à l'agriculture et aux droits fonciers, les approches du surendettement et le rôle des institutions financières internationales comme le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale.

FIGURE I : LES SCORES DE L'INDICE DE L'ENGAGEMENT À LA RÉDUCTION DES INÉGALITÉS POUR LES RÉGIONS DE L'AFRIQUE



Les scores de chaque région indiqués sur la carte reflètent le score moyen de l'indice de l'engagement à la réduction des inégalités des gouvernements de chaque région, pondéré en fonction de la population. Un score de 1 représente l'engagement maximum possible pour réduire les inégalités ; un score de 0 représente l'engagement le plus faible possible. En pondérant les moyennes de la région en fonction de la population, le score régional exprime l'engagement perçu par les citoyen·nes moyen·nes de chaque région de la part de leur gouvernement. Pour l'Afrique de l'Ouest, cela implique que le score du Nigeria a plus de poids que celui du Cap-Vert en raison de la grande différence de population entre les deux pays. Notez que le faible score moyen de l'Afrique de l'Ouest n'est pas uniquement dû au faible score du Nigeria. Même si le Nigeria était omis de la moyenne de l'Afrique de l'Ouest, la région obtiendrait toujours de moins bons résultats que l'Afrique australe, l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Est et n'obtiendrait que des scores légèrement supérieurs à celui de l'Afrique centrale. Nous avons suivi le schéma géographique des Nations Unies pour la division des régions d'Afrique.

Alors que l'indifférence des gouvernements ouest-africains envers les inégalités serait une tragédie en temps normal, elle l'est encore plus pendant la pandémie de COVID-19, qui aggrave les inégalités. À première vue, l'Afrique de l'Ouest s'en est relativement bien sortie pendant la pandémie jusqu'à présent. Alors que les infections ont été moins nombreuses que dans d'autres régions du monde, il devient de plus en plus clair que la pandémie risque de donner lieu à la crise économique la plus grave dans la région depuis des décennies, plongeant des millions de personnes dans la pauvreté. Cette situation risque de ne pas trouver de résolution, en raison des inégalités choquantes d'accès aux vaccins, ce qui signifie que moins de 4 % des Ouest-africain-es ont été complètement vacciné-es pour l'instant<sup>2</sup>.

L'impact économique immédiat de la pandémie a été stupéfiant, l'Afrique de l'Ouest perdant 48,7 milliards de dollars de PIB, et la perte d'heures de travail correspond à sept (7) millions d'emplois rien qu'en 2020<sup>3</sup>. L'impact a été généralisé, avec des enquêtes de huit pays montrant que plus de 60 % des citoyen-nes ont déclaré avoir perdu des revenus ou du travail en raison de la COVID-19<sup>4</sup>. La nature des sous-secteurs économiques dominés par les femmes, caractérisée par de nombreux contacts, signifie que les confinements ont aggravé les inégalités entre les genres.

Compte tenu de l'espace budgétaire limité, la portée des programmes de soutien adoptés par la plupart des gouvernements de la région en 2020 est réduite en 2021. Ils sont remplacés par des mesures d'austérité au moment exact où les infections de COVID-19 augmentent dans la plupart des pays. En 2021, 11 gouvernements ouest-africains vont réduire leurs budgets d'un montant combiné de 4,4 milliards de dollars<sup>5</sup>. Ces réductions seraient suffisantes pour acheter et faire vacciner plus de 78 % des Ouest-africain-es<sup>6</sup>. L'évaluation effectuée par Oxfam des prêts octroyés par le FMI en réponse à la COVID-19 dans 85 pays entre le 1er mars 2020 et le 15 mars 2021 montre que le FMI a encouragé 73 pays (dont 14 pays ouest-africains) à adopter des politiques d'austérité lors de la reprise<sup>7</sup>. En effet, les données pour 2022-2026 de 14 gouvernements montrent des plans pour réduire les dépenses publiques de 26,8 milliards de dollars par rapport à 2021<sup>8</sup>. Cela suffirait pour que les gouvernements fournissent une vaccination complète aux citoyen-nes ouest-africain-nes et offrent une année d'enseignement primaire de qualité à 71 millions d'enfants<sup>9</sup>.

Pour certains des pays les plus touchés, l'ampleur de l'austérité est menaçante. Par exemple, les coupes budgétaires prévues par le gouvernement de la Sierra Leone en 2022-2026 sont équivalents à deux fois et demie son budget annuel actuel pour le secteur de la santé, tandis que les coupes prévues par le Ghana, le Cap-Vert, la Gambie, la Guinée-Bissau et le Liberia excèdent toutes une année complète de dépenses publiques en matière d'éducation<sup>10</sup>. La réduction des budgets publics à cette échelle augmentera presque certainement les inégalités et fera disparaître toute chance d'atteindre les objectifs de développement durable d'ici 2030.

Les femmes et les filles ont tendance à être plus durement touchées par l'austérité<sup>11</sup>. Selon ONU Femmes, la pandémie de COVID-19 souligne la dépendance de la société à l'égard des femmes à la fois en première ligne de la lutte contre la pandémie et au domicile, tout en exposant simultanément des inégalités structurelles qui les pénalisent dans tous les domaines, tels que la santé, l'économie, la sécurité et la protection sociale. En temps de crise, lorsque les ressources et les capacités institutionnelles sont limitées, les femmes et les filles sont confrontées à des impacts disproportionnés.

Le danger de l'austérité est aggravé par un autre effet de la pandémie : l'augmentation rapide de la dette. Même les gouvernements capables d'augmenter leurs budgets ou de garantir leur relative stabilité pourraient faire face à des coupes budgétaires dans le domaine social, du fait de la part croissante que représente le service de la dette dans le budget total. Même avant la pandémie, le service de la dette a atteint des niveaux astronomiques dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest, les gouvernements dépensant en moyenne près de cinq fois plus pour le service de la dette intérieure et extérieure que pour la santé. En 2020-2021, le service de la dette représentait en moyenne 61,7 % des recettes publiques en Afrique de l'Ouest. Les initiatives de suspension de la dette adoptées par les pays du G20 cette année-là se sont avérées complètement inadéquates.

La combinaison des réductions budgétaires, d'une dette croissante et d'une lente reprise en raison des inégalités mondiales en termes d'accès aux vaccins risque d'aggraver encore la crise des inégalités en Afrique de l'Ouest.



Cependant, il pourrait en être autrement. L'augmentation des recettes fiscales offre des possibilités énormes de financement des programmes gouvernementaux visant à réduire les inégalités. Si les recettes fiscales des gouvernements d'Afrique de l'Ouest augmentaient de seulement 1 % du PIB pendant cinq ans (de 2022 à 2026), ils collecteraient 56,89 milliards de dollars supplémentaires. Cela leur permettrait d'annuler les coupes budgétaires de 26,8 milliards de dollars prévues et d'investir 30,9 milliards de dollars supplémentaires, ce qui est suffisant pour offrir une année d'enseignement primaire de qualité à plus de 101 millions d'enfants<sup>12</sup>.

Les gouvernements peuvent générer ces recettes de manières progressives, qui aident à lutter contre les inégalités. Malheureusement, tout au long de la pandémie, l'Afrique de l'Ouest a suivi les tendances mondiales : la fortune des personnes les plus riches a considérablement augmenté. Par exemple, les trois hommes les plus riches de la région ont vu leur richesse augmenter de 6,4 milliards de dollars au cours des 17 premiers mois de la pandémie, une somme qui excède celle qui serait nécessaire pour pouvoir vacciner tou-te-s les Ouest-africain-es<sup>13</sup>. Taxer les grandes fortunes et les grandes entreprises permettrait aux gouvernements de sortir de la crise et des enquêtes menées dans dix pays montrent que plus de 70 % des citoyen-nes pensent qu'il est juste de taxer les plus riches afin de financer des programmes bénéficiant aux personnes vivant dans la pauvreté<sup>14</sup>.

Les organismes régionaux tels que la CEDEAO et la communauté internationale au sens large peuvent également aider l'Afrique de l'Ouest à éviter l'austérité et ses effets dévastateurs, pour privilégier une reprise inclusive et généralisée. Le FMI et la Banque mondiale en particulier doivent cesser de promouvoir l'austérité et le recours accru à l'impôt indirect régressif dans la région, pour encourager davantage les impôts progressifs et aider à lutter contre les flux financiers illicites. Des mesures urgentes doivent être prises pour un allègement ambitieux de la dette et pour mettre fin aux inégalités d'accès aux vaccins inacceptables qui prolongent la crise en Afrique de l'Ouest et retardent la reprise économique de la région.

L'Afrique de l'Ouest est à la croisée des chemins. Les gouvernements ont tracé une voie qui conduira à l'austérité, aux inégalités et à la pauvreté. Il n'est pas encore trop tard pour changer de direction. En augmentant rapidement l'imposition de ceux et celles qui ont le plus de moyens et en acceptant de toute urgence un allègement de la dette, l'Afrique de l'Ouest peut vaincre à la fois l'austérité et la pandémie. Les gouvernements, les institutions régionales et la communauté internationale doivent s'engager fermement envers la réduction des inégalités.



## NOTES

Tous les liens ont été consultés pour la dernière fois en mars 2021, sauf indication contraire.

- 1 C. Hallum et K.W. Obeng. (2019). *La crise des inégalités en Afrique de l'Ouest : Quelles sont les solutions face à l'échec des pays d'Afrique de l'Ouest à réduire les inégalités ?*. Oxfam <https://www.oxfam.org/en/research/west-africa-inequality-crisis>
- 2 OMS, 2 septembre 2021  
Selon le bureau régional de l'OMS pour l'Afrique, 2 % seulement des plus de cinq millions de doses de vaccin distribuées à l'échelle mondiale dans le cadre du dispositif COVAX ont été administrées en Afrique.  
Données de Bloomberg (21 août 2021). *More Than 4.93 Billion Shots Given: Covid-19 Tracker*. <https://www.bloomberg.com/graphics/covid-vaccine-tracker-global-distribution/#global>  
Données démographiques de la Banque mondiale (2021). *Population, total*. [https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP\\_POP\\_TOTL](https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP_POP_TOTL) a été utilisé pour calculer la couverture vaccinale pour les 17 pays de la région.
- 3 Ces chiffres ont été estimés en comparant la croissance du PIB réel prévue par le FMI pour 2020 avant la crise de la COVID-19 (à partir d'octobre 2019) à la croissance du PIB réel de la région pour 2020 à partir d'avril 2021. La différence est considérée comme représentant la perte économique pour le région. Les projections de 2019 proviennent du FMI. (2019). *Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne : faire face à l'incertitude*. <https://www.imf.org/fr/Publications/REO/SSA/Issues/2019/10/01/sreo1019>  
La croissance réelle du PIB pour 2020 est tirée du FMI. (2021). *Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne : faire face à une longue pandémie*. <https://www.imf.org/fr/Publications/REO/SSA/Issues/2021/04/15/regional-economic-outlook-for-sub-saharan-africa-april-2021>.  
Les données pour la Mauritanie proviennent de la base de données WEO du FMI pour octobre 2019 à l'adresse <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2019/October/weo-report?c=638,748,624,628,662,648,652,656,654,668,678,692,694,722,724,742,&s=NGDPD,&sy=2017&ey=2024&ssm=0&scsm=1&sc=0&ssd=1&ssc=0&sic=0&sort=country&ds=.&br=1>.
- 4 J. Ray. (3 mai 2021). *COVID-19 Put More Than 1 Billion Out of Work*. Gallup. <https://news.gallup.com/poll/348722/covid-put-billion-work.aspx>
- 5 Ceci a été calculé à partir des projections du FMI pour les dépenses des administrations publiques en pourcentage du PIB, en comparant les chiffres de 2020 à ceux de 2021, en les convertissant en dollars en les comparant au PIB aux prix courants. Les données proviennent du FMI. (2021). *World Economic Outlook database: April 2021*. [https://www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2021/April/weo-report?c=638,748,624,628,662,648,652,656,654,668,678,692,694,722,724,742,&s=6-GX\\_NGDP,&sy=2018&ey=2026&ssm=0&scsm=1&sc=0&ssd=1&ssc=0&sic=0&sort=country&ds=.&br=1](https://www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2021/April/weo-report?c=638,748,624,628,662,648,652,656,654,668,678,692,694,722,724,742,&s=6-GX_NGDP,&sy=2018&ey=2026&ssm=0&scsm=1&sc=0&ssd=1&ssc=0&sic=0&sort=country&ds=.&br=1)
- 6 Cette estimation est basée sur un programme de vaccination comprenant deux doses dont le coût est estimé à 7 \$ par dose pour les 418,2 millions de citoyen-nes de la région. Le coût estimé de la fourniture du vaccin est basé sur une estimation de l'Organisation mondiale de la Santé, voir : Reuters (28 avril 2021). *Donate \$7 for a COVID-10 vaccine to help end pandemic, WHO urges*. <https://www.reuters.com/article/health-coronavirus-who-donation/donate-7-for-a-covid-19-vaccine-to-help-end-pandemic-who-urges-idUSL8N2MK5MD>. Les données démographiques proviennent de la Banque mondiale. (2021). *Population, totale*. [https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP\\_POP\\_TOTL](https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP_POP_TOTL)
- 7 N. Tamale. (2021). *Adding Fuel to Fire: How IMF demands for austerity will drive up inequality worldwide*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/adding-fuel-to-fire-how-imf-demands-for-austerity-will-drive-up-inequality-worl-621210/>
- 8 Ceci a été calculé à partir des projections du FMI pour les dépenses publiques en pourcentage du PIB, en comparant les chiffres pour 2022-2026 aux niveaux de dépenses en 2021, en les convertissant en dollars en les comparant au PIB aux prix courants. Les données proviennent du FMI. (2021). *World Economic Outlook database: April 2021*. [https://www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2021/April/weo-report?c=638,748,624,628,662,648,652,656,654,668,678,692,694,722,724,742,&s=6GX\\_NGDP,&sy=2018&ey=2026&ssm=0&scsm=1&sc=0&ssd=1&ssc=0&sic=0&sort=country&ds=.&br=1](https://www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2021/April/weo-report?c=638,748,624,628,662,648,652,656,654,668,678,692,694,722,724,742,&s=6GX_NGDP,&sy=2018&ey=2026&ssm=0&scsm=1&sc=0&ssd=1&ssc=0&sic=0&sort=country&ds=.&br=1)
- 9 Cette estimation est basée sur un programme de vaccination comprenant deux doses dont le coût est estimé à 7 \$ par dose pour les 401,4 millions de citoyen-nes de la région. Le coût estimé de la fourniture du vaccin est basé sur une estimation de l'Organisation mondiale de la Santé, voir : Reuters (28 avril 2021). *Donate \$7 for a COVID-10 vaccine to help end pandemic, WHO urges*. <https://www.reuters.com/article/health-coronavirus-who-donation/donate-7-for-a-covid-19-vaccine-to-help-end-pandemic-who-urges-idUSL8N2MK5MD>.  
Le coût de fourniture d'un enseignement primaire de qualité est estimé à 305 \$ pour l'ensemble de pays à faible revenu et de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure selon les données de l'UNESCO. (2015). *Chiffrer le droit à l'éducation : Le coût de la réalisation des nouvelles cibles d'ici à 2030*. <https://fr.unesco.org/gem-report/node/819>
- 10 Ce chiffre est basé sur la comparaison des coupes budgétaires prévues pour 2022-2026 en pourcentage du PIB, selon les données de la Banque mondiale sur les dépenses publiques de santé et d'éducation pour la dernière année disponible. Voir Banque mondiale. (2021a). *Dépenses publiques en éducation, total (% du PIB)*. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SE.XPD.TOTL.GD.ZS> et Banque mondiale. (2021b). *Domestic general government health expenditure (% of GDP)*. <https://data.worldbank.org/indicator/SH.XPD.GHED.GD.ZS>.
- 11 C. Coffey, P. Espinoza Revollo, R. Harvey, M. Lawson, A. Parvez Butt, K. Piaget, D. Sarosi et J. Thekkudan. (2020). *Celles qui comptent : Reconnaître la contribution considérable des femmes à l'économie pour combattre les inégalités*. Oxfam. <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620928/bp-time-to-care-inequality-200120-fr.pdf>
- 12 Ceci a été calculé en utilisant les recettes publiques (% du PIB) pour 2021 et en les convertissant en dollars, en les comparant au PIB aux prix courants et en calculant à quoi correspondrait un point de pourcentage supplémentaire. En calculant de cette façon, une augmentation des recettes de 1 % du PIB en 2021 rapporterait 8,3 milliards de dollars supplémentaires aux pays de la région, ce qui représenterait environ 56,89 milliards de dollars sur cinq ans.  
Les données sur les recettes publiques proviennent du FMI. (2021). *World Economic Outlook database*. [https://www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2021/April/weo-report?c=638,748,624,628,662,648,652,656,654,668,678,692,694,722,724,742,&s=6GR\\_NGDP,&sy=2019&ey=2026&ssm=0&scsm=1&sc=0&ssd=1&ssc=0&sic=0&sort=country&ds=.&br=1](https://www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2021/April/weo-report?c=638,748,624,628,662,648,652,656,654,668,678,692,694,722,724,742,&s=6GR_NGDP,&sy=2019&ey=2026&ssm=0&scsm=1&sc=0&ssd=1&ssc=0&sic=0&sort=country&ds=.&br=1)

Le coût d'une année d'enseignement primaire de qualité est estimé à 305,05 dollars par l'UNESCO, les chiffres comprenant l'ensemble des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure d'Afrique de l'Ouest. Voir UNESCO (2015). *Chiffrer le droit à l'éducation : Le coût de la réalisation des nouvelles cibles d'ici à 2030*. <https://fr.unesco.org/gem-report/node/819>

- 13 Ceci est basé sur l'analyse des données de Forbes pour la période du 18 mars 2020 au 31 juillet 2021 pour Aliko Dangote, Mike Adenuga et Abdulsamad Rabiu, milliardaires basés au Nigeria. Voir Oxfam. (12 août 2021). *One-off emergency tax on billionaires' pandemic windfalls could fund COVID-19 jobs for entire world*. Communiqué de presse. <https://www.oxfam.org/en/press-releases/one-emergency-tax-billionaires-pandemic-windfalls-could-fund-covid-19-jobs-entire>
- 14 T. Isbell et L. Olan'g. (2020). *Troubling tax trends: Fewer Africans support taxation, more say people avoid paying*. Afrobarometer. [https://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/Dispatches/ad428-tax\\_trends\\_in\\_africa-weaker\\_legitimacy\\_more\\_avoidance-afrobarometer\\_dispatch-20feb21.pdf](https://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/Dispatches/ad428-tax_trends_in_africa-weaker_legitimacy_more_avoidance-afrobarometer_dispatch-20feb21.pdf)  
L. Ossé et O.D. Sambou. (2021). *Imposer le paiement des impôts - Une grande partie des Burkinabè réticents, demandent l'équité*. Afrobarometer. <https://afrobarometer.org/fr/publications/ad437-imposer-le-paiement-des-impots-une-bonne-partie-des-burkinabe-reticents-demandent>

© Oxfam International, octobre 2021

Ce document d'information a été rédigé par Matthew Martin, Jo Walker, Kwesi W. Obeng et Christian Hallum et basé sur des données compilées et calculées par David Waddock et Maria Holloway. Oxfam remercie Anthony Kamande et Jonas Gieldefeldt pour leur contribution et Max Lawson, Susana Ruiz, Godfred Bokpin, Nadia Daar, Nabil Abdo et les équipes pays d'Oxfam au Bénin, au Burkina Faso, au Ghana, au Liberia, au Mali, en Mauritanie, au Niger, au Nigeria, au Sénégal et en Sierra Leone pour leurs corrections et commentaires.

Nous remercions également Morten Bisgaard, Helen Bunting, Helen Wishart, Tom Fuller, Morgane Menichini, Nigel Willmott, Mouhamed Lamine Konde, Mame Diarra Senghor, Simon Trepanier, Robin Guittard et Sebastian Tiah pour leur aide dans la production de ce rapport.

Ce document a également bénéficié des connaissances collectives des membres du Comité de direction de l'indice de l'engagement à la réduction des inégalités (ERI) de la région Afrique de l'Ouest, composé de Vanessa Ushie, Seydou Coulibaly, Babatunde Oladapo, Joel Akhator Odigie et Komlan Messie.

Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives aux politiques de développement et humanitaires. Il s'appuie sur l'indice mondial de l'engagement à la réduction des inégalités (ERI), publié en octobre 2020.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés.

Les informations contenues dans ce document sont exactes à la date de mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN : 978-1-78748-823-6 en octobre 2021.  
DOI : 10.21201/2021.8045

#### **Development Finance International**

Development Finance International est une organisation à but non lucratif de recherche, de conseil, de plaidoyer et de renforcement des capacités, qui travaille avec plus de 50 gouvernements, organisations internationales et organisations de la société civile dans le monde pour contribuer à la lutte contre la pauvreté et les inégalités grâce au financement du développement. Pour plus d'informations, consultez [www.development-finance.org](http://www.development-finance.org) et [www.governmentspendingwatch.org](http://www.governmentspendingwatch.org)

#### **Photos**

Couverture : Florence Odjo, Bénin. Photo : Alokpa Kodjovi  
Page 4 : Tantanon, Bénin. Photo : Alokpa Kodjovi

#### **Oxfam**

Oxfam est une confédération internationale composée de 21 organisations qui, aux côtés de ses partenaires et alliés, vient en aide à des millions de personnes dans le monde. Ensemble, ils luttent contre les inégalités afin de mettre un terme à la pauvreté et à l'injustice, maintenant et sur le long terme, pour un avenir à égalité. Pour plus d'informations, veuillez contacter l'une des organisations ou vous rendre sur [www.oxfam.org](http://www.oxfam.org)

Oxfam Afrique du Sud ([www.oxfam.org.za](http://www.oxfam.org.za))  
Oxfam Amérique ([www.oxfamamerica.org](http://www.oxfamamerica.org))  
Oxfam Aotearoa ([www.oxfam.org.nz](http://www.oxfam.org.nz))  
Oxfam Australie ([www.oxfam.org.au](http://www.oxfam.org.au))  
Oxfam-en-Belgique ([www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be))  
Oxfam Brésil ([www.oxfam.org.br](http://www.oxfam.org.br))  
Oxfam Canada ([www.oxfam.ca](http://www.oxfam.ca))  
Oxfam Colombie ([lac.oxfam.org/countries/colombia](http://lac.oxfam.org/countries/colombia))  
Oxfam France ([www.oxfamfrance.org](http://www.oxfamfrance.org))  
Oxfam Allemagne ([www.oxfam.de](http://www.oxfam.de))  
Oxfam GB ([www.oxfam.org.uk](http://www.oxfam.org.uk))  
Oxfam Hong Kong ([www.oxfam.org.hk](http://www.oxfam.org.hk))  
Oxfam IBIS (Danemark) ([www.oxfamibis.dk](http://www.oxfamibis.dk))  
Oxfam Inde ([www.oxfamindia.org](http://www.oxfamindia.org))  
Oxfam Intermón (Espagne) ([www.oxfamintermon.org](http://www.oxfamintermon.org))  
Oxfam Irlande ([www.oxfamireland.org](http://www.oxfamireland.org))  
Oxfam Italie ([www.oxfamitalia.org](http://www.oxfamitalia.org))  
Oxfam Mexique ([www.oxfammexico.org](http://www.oxfammexico.org))  
Oxfam Novib (Pays-Bas) ([www.oxfamnovib.nl](http://www.oxfamnovib.nl))  
Oxfam Québec ([www.oxfam.qc.ca](http://www.oxfam.qc.ca))  
KEDV ([www.kedv.org.tr](http://www.kedv.org.tr))



Development  
Finance  
International



**OXFAM**